

Nombre de conseillers en exercice 15
Présents 11
Procuration 3
Votants 14

Objet : *taxe d'aménagement*

L'an deux mil onze, le cinq octobre,

Le conseil municipal de la commune de Saint-Maximin, dûment convoqué le 28 septembre, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de son maire, René Pois-Pompée.

Les convocations ont été envoyées le 29 septembre.

Étaient présents : R. Pois-Pompée, G. Bricalli, G. Kiezer, P. Ceria, E. Gilbert, P. Fouillet, G. Mathon, J.-P. Chenevier, J. Viret, F. De Bock, O. Chabert.

Étaient excusés : L. Paquet (pouvoir à R. Pois-Pompée), A. Aguetaz (pouvoir à F. De Bock), D. Buissard, L. Augustin (pouvoir à G. Bricalli).

Jacques Viret est désigné secrétaire de séance, à l'unanimité.

Monsieur le maire indique que pour financer les équipements publics de la commune, une nouvelle taxe a été créée pour remplacer la taxe locale d'équipement (TLÉ) et la participation pour aménagement d'ensemble (PAE). Elle sera applicable à compter du 1^{er} mars 2012.

Elle est aussi destinée à remplacer, au 1^{er} janvier 2015, les participations telles que, notamment, la participation pour voirie et réseaux (PVR), la participation pour raccordement à l'égout (PRÉ).

La commune ayant un plan d'occupation des sols (POS) approuvé le 2 février 2001 et modifié le 8 septembre 2002, la taxe d'aménagement s'applique de plein droit au taux de 1 %, mais le conseil municipal peut décider d'instituer un taux entre 1 % et 5 % sur l'ensemble du territoire.

La commune peut également fixer librement, dans le cadre de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme, un certain nombre d'exonérations qui peuvent être totales ou partielles, il faudra alors préciser le pourcentage de la surface à exonérer.

La commune peut exonérer, totalement ou partiellement :

- les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un prêt aidé de l'État (hors prêt locatif aidé d'intégration [PLAI]) ;
- 50 % de la surface excédant 100 m² pour les constructions à usage de résidence principale financées à l'aide du prêt à taux zéro renforcé (PTZ+) ;
- les locaux à usage industriel ;
- les commerces de détails dont la surface de vente est inférieure à 400 m² ;
- les immeubles classés ou inscrits.

Afin de maintenir le niveau de recettes liées à l'actuelle TLÉ, le conseil municipal décide, à l'unanimité :

- d'instituer le taux de 5 % sur l'ensemble du territoire communal ;
- de ne pas fixer d'exonérations facultatives, étant donné que la PRÉ sera toujours applicable jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente délibération est valable pour une durée de trois ans (soit jusqu'au 31 décembre 2014). Toutefois, le taux et les exonérations fixés ci-dessus pourront être modifiés tous les ans.

Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département, au plus tard le premier jour du deuxième mois suivant son adoption.

Fait à Saint-Maximin, les jour, mois et an ci-dessus.

Le maire,
René Pois-Pompée



Certifié exécutoire compte tenu de l'envoi en préfecture le 14 octobre 2011.